

La pauvreté chez les enfants des pays riches. Commentaires sur le « Rapport Innocenti »

Marshall, Dominique. 1998. *Aux origines sociales de l'État-providence. Familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales, 1940-1955*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

Pascale DUFOUR

Numéro 44, automne 2000

L'enfant au coeur des politiques sociales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/017757ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/017757ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

DUFOUR, P. (2000). Compte rendu de [La pauvreté chez les enfants des pays riches. Commentaires sur le « Rapport Innocenti » / Marshall, Dominique. 1998. *Aux origines sociales de l'État-providence. Familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales, 1940-1955*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.] *Lien social et Politiques*, (44), 169–170.
<https://doi.org/10.7202/017757ar>

Bibliographie

BANE, Mary Jo. 1988. « Politics and policies of the feminization of poverty », dans Margaret WEIR, Ann Shola ORLOFF et Theda SKOCPOL, éd. *The Politics of Social Policy*. Princeton, Princeton University Press : 381-396.

FERRERA, Maurizio, Anton HEMERIJCK et Martin RHODES. 2000. *The Future of Social Europe : Recasting Work and Welfare in the New Economy*. Report for the Portuguese Presidency of the European Union. Reprographié.

LE GRAND, Julian. 1999. « Conceptions of social justice », dans Robert WALKER, éd. *Ending Child Poverty. Popular Welfare for the 21st century ?* Bristol, The Policy Press : 65-69.

PLANT, Raymond. 1999. « Social justice », dans Robert WALKER, éd. *Ending Child Poverty. Popular Welfare for the 21st century ?* Bristol, The Policy Press : 55-64.

POWELL, Martin. 1999. *New Labour, New Welfare State ? The "Third Way" in British Social Policy*. Bristol, The Policy Press.

RINGEN, Stein, et Philip de JONG, éd. 1999. *Fighting Poverty : Caring for Children, Parents, the Elderly and Health*. Aldershot, Ashgate.

• **MARSHALL, Dominique. 1998.** *Aux origines sociales de l'État-providence. Familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales, 1940-1955.* Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

Pascale Dufour

L'ouvrage de D. Marshall est une étude empirique fouillée, qui utilise un matériau historique original afin de retracer la genèse de l'État-providence au Québec à partir d'une double perspective. L'auteur s'intéresse aux façons de faire et de penser de l'État et parallèlement, en toile de fond ou en combinaison (selon les chapitres), elle adopte une perspective « d'histoire des mentalités ». Ce double ancrage historique met en évidence, en fin de parcours, ce que l'auteur appelle « la transformation de la culture politique des familles québécoises ». Elle nous montre avec beaucoup de précision comment les familles elles-mêmes deviennent des acteurs importants de la transformation de l'État, soit en résistant

à l'action des élites politiques, soit en devenant des moteurs du changement social.

Cet ouvrage très dense, composé de cinq chapitres, peut grossièrement être divisé en « deux histoires ». Dans un premier temps (chapitres 1, 2 et 3), D. Marshall retrace les transformations de l'État québécois entre 1940 et 1955 dans sa façon de concevoir l'instruction publique et ses relations aux familles. On voit comment il a peu à peu investi le terrain de l'obligation scolaire, par l'adoption de nouvelles lois et la reconnaissance politique de nouveaux acteurs. Bien sûr, le rôle central de mise en œuvre d'un tel projet a été davantage dévolu aux fonctionnaires qu'aux élites politiques, et l'auteur consacre tout un chapitre aux coulisses du pouvoir. La volonté politique d'éduquer les jeunes Québécois jusqu'à l'âge de 16 ans et la nécessité de soutenir les familles pauvres dans cette tâche sont sous-tendues par un certain nombre de « croyances » des gouvernements vis-à-vis de la famille, de la pauvreté, mais aussi du bien-fondé de l'intervention publique. Ces transformations culturelles ne se sont pas faites de manière « désincarnés », bien au contraire. C'est ce que D. Marshall nous montre dans la deuxième partie de l'ouvrage (chapitres 4 et 5). Ici, les acteurs principaux de « l'histoire » sont les familles. Plus précisément, on découvre que les familles québécoises ont eu une influence directe, en tant qu'acteurs politiques, sur la formation des institutions. Le chapitre final reprend de manière synthétique les péripéties institutionnelles et civiles qui ont jalonné l'histoire des politiques sociales au Québec.

Ce vaste travail historique vient compléter, et parfois nuancer sensiblement, nos connaissances antérieures sur la genèse de l'État-providence au Québec. Point tournant dans la construction de l'État social, tant canadien que québécois, l'histoire des allocations familiales et celle de l'obligation scolaire paraissent étroitement imbriquées. De plus, D. Marshall souligne que faire l'histoire de l'État ce n'est pas seulement faire l'histoire de ses institutions ou de ses acteurs politiques légitimes, mais c'est aussi faire l'histoire de la société dans laquelle il s'est créé. Est ainsi remis en perspective le rôle des « citoyens

ordinaires », c'est-à-dire les familles bien sûr, mais également les femmes et les enfants qui évoluent en leur sein et participent à leur manière à la construction de l'État social.

Pour que l'instruction obligatoire voie le jour (gouvernement provincial) et pour qu'un soutien financier aux familles pauvres soit mis en place (gouvernement fédéral), il a fallu que la société dans son ensemble normalise l'idée de responsabilité collective (et non plus individuelle) face à l'indigence, et qu'en même temps se propage l'idée selon laquelle il appartenait à l'État de garantir une certaine égalité des chances. Cette acceptation de l'intervention de l'État dans des affaires relevant auparavant de la sphère privée ne s'est pas faite sans heurt. L'intrusion de l'État dans la sphère familiale a entraîné des changements majeurs au sein de la famille en augmentant, selon les termes de l'auteur, « la souveraineté » des enfants vis-à-vis de leurs parents. D'autre part, l'avènement des droits universels a posé en de nouveaux termes la question de la place et du rôle des représentants de l'État (les instituteurs) vis-à-vis de leur employeur. Était-il souhaitable de procéder à une uniformisation et à un contrôle par l'État de l'éducation ? Là aussi les familles ont pris une part très active dans le processus d'institutionnalisation du système éducatif. Finalement, ce sont les enjeux politiques qui se sont modifiés au cours de la période. En 1955, ce n'est plus la question du partage des rôles entre le privé et le public qui a le devant de la scène, mais celle des allocations familiales et du lien qu'elles entretiennent avec l'obligation scolaire. Du point de vue de l'histoire de l'État-providence, ces événements représentent les premiers jalons de ce que sera au cours des années 1960, sous Jean Lesage, l'établissement d'un État social québécois fort, avec le transfert de la plupart des institutions religieuses d'éducation et d'assistance de l'Église à l'État. Pour D. Marshall, la soudaineté et la facilité avec lesquelles Jean Lesage acheva ses réformes dans le domaine du bien-être social et de l'éducation étaient dues en grande partie au « travail de corridor » accompli par les fonctionnaires et les politiciens fédéraux depuis la fin de la guerre, en

collaboration avec des institutions québécoises de niveau intermédiaire.

Bien que cet élément ne soit pas directement présent dans le travail de l'auteur, il me paraît particulièrement instructif de lire cette histoire sociale dans une perspective comparée. Selon l'auteur, ce sont notamment les rapports spécifiques entre l'État et l'Église qui expliqueraient l'attachement plus grand des Québécois à l'État-providence. La relation de collaboration entre un clergé ouvert à l'intervention de l'État et au réformisme politique et des forces politiques et étatiques attachées à l'Église aurait permis une « transition » quasi complète à l'étatisme social, que l'on ne retrouve pas ailleurs en Amérique du Nord.

Dans la lignée des travaux consacrés au « rôle des idées » en science politique, l'ouvrage de D. Marshall démontre l'importance des représentations sociales dans la formulation des politiques. L'État a un impact (il est donc autonome) sur les représentations de la société (ici, c'est lui qui construit de toutes pièces l'image d'un parent universel, devenant peu à peu normal), mais il est contraint par les acteurs de son environnement, notamment par les parents, qui véhiculent d'autres types de représentations. Dans cette perspective, le résultat final ne peut être que provisoire et la « crise » de l'État-providence est une période, parmi d'autres.

Pascale Dufour
CRITERES,

Département de science politique
Université de Montréal

• NEYRAND, Gérard. 2000. *L'Enfant, la mère et la question du père. Un bilan critique de l'évolution des savoirs sur la petite enfance*. Paris, PUF, collection « Éducation et formation », 394 p.

Claude Martin

Tiré d'une recherche menée pour le compte du bureau de la recherche de la Caisse nationale des allocations familiales en France, cet ouvrage aborde la question de l'enfant dans la famille et des rôles parentaux, sous l'angle des discours savants qui participent à les définir. En effet, les savoirs sur la petite enfance ont connu depuis la Deuxième Guerre mondiale un développement remarquable qui a contribué fortement à orienter et encadrer les pratiques éducatives, et à structurer des systèmes de représentations durables des rapports entre l'enfant et ses parents.

S'inscrivant dans la perspective des travaux menés par Nadine Lefaucheur sur le début du siècle à propos des enfants abandonnés et des mères seules, Gérard Neyrand nous offre ici un bilan très documenté de cette contribution des sciences humaines et sociales (médecine, psychologie principalement) à la définition des relations et des rôles dans la famille. L'intérêt de cette approche consiste, au-delà du bilan, à nous montrer les évolutions de ces représentations savantes. Nous pouvons ainsi prendre la mesure à la fois de la relativité des savoirs et des normes qui s'instituent progressivement ou s'érigent à la croisée des travaux scientifiques, des analyses des experts et de leur résonance médiatique.

La question de la place du père et du nécessaire accompagnement des parents dans leurs pratiques éducatives, ou celle de la responsabilité parentale trouvent dans ce volume un éclairage précieux. On ne peut qu'inviter nos lecteurs à s'y référer et à en discuter les propositions.

Claude Martin
CRAP-CNRS, IEP,
Université de Rennes 1

L'enfance ou qu'en faire ? Sur deux ouvrages récents sur les centres maternels

• DE LUCA, Virginie, et Catherine ROLLET. 1999. *La Pouponnière de Porchefontaine. L'expérience d'une institution sanitaire et sociale*. Paris, L'Harmattan, 213 p.

• DONATI, Pascale, Suzanne MOLLO, Alain NORVEZ et Catherine ROLLET. 1999. *Les Centres maternels. Réalités et enjeux éducatifs*. Paris, L'Harmattan, 314 p.

Didier Renard

« T'en verras pas souvent des carrées comme celle-là, lui dit Thérèse. »
Raymond Queneau, *Loin de Rueil*, Paris, Gallimard-Folio, 1976 [1944], p. 11.

Deux ouvrages récents, qui rendent compte en un diptyque éditorial des deux volets d'une même recherche collective, s'attachent à montrer le développement et les transformations sur le long terme, en France, des institutions d'accueil des jeunes enfants que sont les centres maternels. Le premier, monographique, prend pour objet la pouponnière de Rueil (puis de Porchefontaine), suivie de sa création en 1891 à sa conversion en établissement public dans le courant de la Seconde Guerre mondiale. Le second allie à une mise en perspective historique des enjeux institutionnels et éducatifs de ces établissements depuis la fin de la décennie 1930 une étude de la situation de ces centres aujourd'hui dans la région parisienne.

La création de la pouponnière de Rueil, bientôt réinstallée à Porchefontaine, s'inscrit dans un mouvement d'ensemble où elle a dès son origine, et conserve longtemps, un caractère exceptionnel. Le mouvement est l'essor à la fin du XIX^e siècle, par l'initiative privée et avec l'approbation et souvent le soutien des autorités publiques, d'institutions d'élevage des jeunes enfants, qui s'inscrit plus dans l'histoire d'un hygiénisme au faîte de son influence avant la Première Guerre mondiale que dans celle de politiques sociales républicaines qui entretiennent